



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.EIA/IC/2009/1
5 décembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR
L'ENVIRONNEMENT DANS UN
CONTEXTE TRANSFRONTIÈRE**

Comité d'application

Seizième réunion
Berlin, 10-12 mars 2009

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ DE LA SEIZIÈME RÉUNION

qui se tiendra dans les locaux du Ministère fédéral allemand de l'environnement,
de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire, à Berlin,
et s'ouvrira le mardi 10 mars 2009, à 10 h 00*

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Suivi de la décision IV/2 concernant l'Ukraine (par. 7 à 14).
3. Suivi de la décision IV/2 concernant l'Arménie (par. 15 à 19).
4. Deuxième examen de l'application:
 - a) Questions générales concernant l'application;

* Les membres du Comité sont priés de remplir le formulaire d'inscription disponible sur le site Web de la Convention (<http://www.unece.org/env/eia/practical.html>) et de l'envoyer au secrétariat de la Convention, au plus tard deux semaines avant la réunion, soit par télécopieur (+41 22 917 0613/0107), soit par courrier électronique (eia.conv@unece.org).

- b) Questions spécifiques concernant l'application.
- 5. Communications.
- 6. Initiative du Comité.
- 7. Questionnaire révisé.
- 8. Structure, fonctions et Règlement intérieur.
- 9. Questions diverses.
- 10. Présentation des principales décisions et clôture de la réunion.

II. ANNOTATIONS

Point 1: Adoption de l'ordre du jour

1. L'ordre du jour provisoire a été établi par le secrétariat en accord avec le Président, conformément à l'article 9 du Règlement intérieur du Comité d'application, adopté à la quatrième réunion des Parties (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, annexe IV).

Point 2: Suivi de la décision IV/2 concernant l'Ukraine (par. 7 à 14)

- 2. Ce point pourrait être examiné en dehors de la présence d'observateurs.
- 3. Le Comité examinera les progrès réalisés dans la conduite d'un examen indépendant des mesures juridiques, administratives et autres prises par l'Ukraine pour appliquer les dispositions de la Convention (décision IV/2, par. 11), suite à la désignation par le Comité d'un consultant à sa précédente réunion (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 34). Il devrait également examiner un rapport du Gouvernement ukrainien sur les mesures prises pour appliquer les dispositions pertinentes de la Convention concernant: a) d'éventuels travaux additionnels se rapportant à la phase I du projet de Canal de Bystroe, y compris des travaux d'exploitation et de maintenance; et b) la phase II de ce projet (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 32).
- 4. Le cas échéant, le Comité pourrait alors fournir des conseils au Gouvernement ukrainien pour la présentation, d'ici à la fin de 2009, d'une stratégie tenant compte des efforts qu'il aura entrepris pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention et fondés sur les résultats de l'examen indépendant, prévoyant notamment un calendrier d'exécution et des activités de formation et autres pour assurer le respect des obligations découlant de la Convention (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, par. 12).

Point 3: Suivi de la décision IV/2 concernant l'Arménie (par. 15 à 19)

- 5. Ce point pourrait être examiné en dehors de la présence d'observateurs.
- 6. Le Comité fera le point de l'assistance technique fournie à l'Arménie pour la rédaction d'une législation permettant de garantir la pleine et entière application des dispositions de la

Convention (décision IV/2, par. 17), suite à la désignation par le Comité d'un consultant à sa précédente réunion (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 36).

7. Le cas échéant, il pourrait alors fournir des conseils au Gouvernement arménien pour la présentation, si possible avant la fin de 2009, d'un rapport sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, par. 19).

Point 4: Deuxième examen de l'application

a) Questions générales concernant l'application

8. M. Matthias Sauer et M^{me} Nina Stoyanova devraient présenter les conclusions de leur bilan du deuxième examen de l'application (ECE/MP.EIA/10, décision IV/1, annexe), s'agissant plus particulièrement de la décision finale (art. 6) et des consultations (art. 5), respectivement (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 12).

b) Questions spécifiques concernant l'application

9. Ce point pourrait être examiné en dehors de la présence d'observateurs.

10. Le Comité devrait examiner les réponses de l'Albanie, de l'Azerbaïdjan, de la Hongrie, de la Lettonie et du Lichtenstein aux lettres qui leur ont été envoyées par le Président au nom du Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 13 et 15 à 18).

11. Il devrait également examiner les réponses de l'Autriche, de la Belgique (concernant la région wallonne), de la Grèce, de la Hongrie et de la Slovénie aux questions qui leur ont été adressées par le secrétariat au nom du Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 14).

Point 5: Communications

12. Les observateurs ne sont pas autorisés à participer à l'examen de ce point.

13. Le Comité examinera toute communication qui aura été soumise par des Parties depuis sa précédente réunion. Il devrait notamment examiner une communication de la Slovénie, dans laquelle ce pays fait part de ses préoccupations quant au respect par l'Italie de ses obligations au titre de la Convention (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 20).

Point 6: Initiative du Comité

14. Les observateurs ne sont pas autorisés à participer à l'examen de ce point.

15. Le Comité devrait examiner la réponse du Gouvernement roumain à une lettre qui lui a été adressée par le Président au nom du Comité.

16. Il examinera également d'autres informations fournies par diverses sources, dont le secrétariat, concernant l'application de la Convention, conformément à l'article 15 de son règlement intérieur.

Point 7: Questionnaire révisé

17. Le Comité examinera un projet de questionnaire sur l'application de la Convention au cours de la période 2006-2009, établi par M^{me} Vesna Kolar-Planinsic et M. Nenad Mikulic sur la base d'observations reçues d'autres membres. Le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement sera saisi de ce projet de questionnaire à sa prochaine réunion (ECE/MP.EIA/10, décision IV/1, par. 5). Le Comité établira également un calendrier détaillé pour la présentation de questionnaires révisés remplis et pour l'élaboration du prochain projet d'examen de l'application, dont sera également saisi le Groupe de travail (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, appendice III, par. 53).

Point 8: Structure, fonctions et Règlement intérieur

18. Le Comité devrait garder à l'étude et étoffer, si nécessaire, la description de sa structure et de ses fonctions, ainsi que son règlement intérieur, compte tenu de l'expérience acquise (ECE/MP.EIA/10, décisions IV/2, par. 6).

Point 9: Questions diverses

19. Les membres du Comité qui souhaitent aborder d'autres points doivent prendre contact le plus vite possible avec le Président et le secrétariat.

20. Le Président devrait informer le Comité des points de l'ordre du jour provisoire de la douzième réunion du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (prévue du 11 au 14 mai 2009 à Genève) qui intéressent les travaux du Comité.

21. Le secrétariat présentera un premier projet de brochure ou notice décrivant brièvement le Comité et son rôle, ainsi que les possibilités pour des organismes et des particuliers de fournir des informations au Comité, conformément au paragraphe 1 b) de l'article 15 du Règlement intérieur du Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 46). Le Comité devrait formuler des observations concernant la poursuite de la rédaction de cette brochure.

22. En réponse à une demande du Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 47), le secrétariat fera rapport sur l'information qu'il a fournie sur le mécanisme d'application de la Convention dans le cadre d'un cours de formation sur l'utilisation par des organisations non gouvernementales de ce mécanisme au titre de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement; ce cours a eu lieu du 16 au 19 décembre 2008 à Genève.

Point 10: Présentation des principales décisions et clôture de la réunion

23. Le Comité devrait approuver les principales décisions prises au cours de la réunion et arrêter la date et le lieu de sa prochaine réunion.
